



Vol 28 | No 7 | Octobre 2015

Conseil fédéral extraordinaire
des 1^{er} et 2 octobre

EN ACTION

FÉDÉRATION INTERPROFESSIONNELLE DE LA SANTÉ DU QUÉBEC | fiqsante.qc.ca



NÉGOCIATION NATIONALE LES DÉLÉGUÉES EN COLÈRE

Réunies en conseil fédéral extraordinaire à Québec, les 600 déléguées, représentant plus de 66 000 professionnelles en soins, ont pris connaissance de l'état des travaux aux tables sectorielle et intersectorielle de négociation.

TABLE SECTORIELLE

Les déléguées n'ont pas manqué de critiquer sévèrement le dépôt global qui a été déposé par le Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS) le 22 septembre dernier. Un dépôt très mal reçu tant par la Fédération que par les syndicats affiliés et les membres, forçant même la FIQ à quitter la table de négociation.

Ce dépôt se décline en quatre volets, soit les ouvertures de la partie patronale aux demandes syndicales, les propositions patronales modifiées ou précisées, les propositions patronales

maintenues et celles qui ont été retirées. À l'égard des ouvertures patronales aux demandes de la FIQ, le CPNSSS exprime timidement sa volonté de discuter des propositions syndicales relatives aux structures de postes et à une meilleure définition des rôles, tâches et fonctions pour l'ensemble des professionnelles en soins.

Les propositions modifiées ou précisées concernent notamment la notion de « rayon progressif » lors du remplacement d'une salariée sécuritaire d'emploi. Sur ce sujet, la partie patronale modifie le rayon de 50 kilomètres actuellement en vigueur pour un rayon de 70 à

100 kilomètres selon la durée du remplacement. Des modifications à la notion d'invalidité ainsi que des récupérations importantes dans les banques de libérations syndicales font aussi partie de ce volet.

Dans ses propositions maintenues, il y a le retrait des primes majorées de soir, de nuit et de soins critiques ainsi que la prime de non-chevauchement de 2 %. Le CPNSSS maintient l'importance de discuter de nouveaux leviers qui remplaceraient plus efficacement ces primes. Les discussions restent à faire.

SUITE P. 3



MOT DE LA PRÉSIDENTE

FIQ en Action, vol. 28, n° 7, octobre 2015 | Publié par le service Communication-Information après chaque instance de la FIQ | Tirage : 66 000 exemplaires | Montage graphique : Josée Roy | Photographies : Jacques Lavallée | Impression : Solisco | Toute reproduction de textes ou d'extraits doit porter la mention « reproduit de la publication FIQ en Action » | Papier 100 % recyclé | Pour recevoir uniquement la version électronique des publications de la FIQ, faites-en la demande à info@fiqsante.qc.ca | ISSN : 1913-1739 (Imprimé) | ISSN : 1913-1747 (En ligne) | fiqsante.qc.ca | info@fiqsante.qc.ca



LE MÉPRIS ET LES OFFRES ODIEUSES DU GOUVERNEMENT DÉNONCÉS

Régine Daurant

Intense et fébrile! C'est ce qui qualifie sans doute le mieux ce conseil fédéral extraordinaire. L'affront et la gifle que le gouvernement libéral a infligés aux 66 000 professionnelles en soins de la FIQ avec ses dernières offres ne seront pas restés longtemps sans réponse.

Le 1^{er} octobre, dans le cadre d'une opération surprise, les 600 déléguées auront forcé tous les ministres du gouvernement à faire des heures supplémentaires obligatoires. Nous avons bloqué l'accès à leur limousine pendant près d'une heure, forçant les ministres à rester contre leur gré à l'intérieur du Parlement.

Nous leur avons passé le message clair que leur mépris envers les membres de la FIQ était intolérable et qu'ils ne pouvaient pas nous traiter ainsi. Nous avons aussi exprimé notre colère et notre indignation quant aux offres patronales déposées le 22 septembre dernier.

Ce message aura été partiellement entendu par le gouvernement, puisque nous avons reçu de nouvelles offres dans la journée du 1^{er} octobre. Avec ces offres, nous sommes encore très loin d'une entente, mais elles ont le mérite d'être la base d'une discussion sur laquelle nous pouvons négocier.

Nous avons donc pris la décision de retourner à la table de négociation. Nous avons fait bouger le gouvernement, nous pouvons le faire encore davantage. Soyons claires, nous ne négocierons pas au rabais, nous voulons une entente satisfaisante et respectueuse pour les membres de la FIQ.

Si nous avons réussi à faire avancer le gouvernement, c'est en bonne partie grâce à notre mobilisation, à votre mobilisation. À ce moment-ci, nous devons redoubler d'ardeur et nous devons accélérer le pas. C'est pourquoi les déléguées présentes au conseil fédéral ont adopté un nouveau plan de mobilisation.

Durant les prochaines semaines, nous serons plus bruyantes et plus dérangeantes. Nous aurons besoin de votre participation et de votre mobilisation. Le succès de notre négociation en dépend. ■

ÇA SUFFIT. LAISSEZ-NOUS SOIGNER.



MANIFESTATION SURPRISE

En réaction aux offres inacceptables et irrespectueuses déposées par le gouvernement le 22 septembre dernier, les 600 déléguées n'ont pas hésité à interrompre leurs discussions au cours de la première journée du conseil fédéral extraordinaire pour manifester haut et fort leur mécontentement au gouvernement. Elles ont bloqué les sorties des ministres au Parlement afin de les confiner à faire des heures supplémentaires obligatoires, ce qu'elles font régulièrement dans le cadre de leur travail en plus de voir leurs conditions se détériorer.

Cette manifestation à l'improviste a connu un franc succès et a été reprise dans plusieurs grands médias québécois, ce qui a fait bouger le gouvernement. De nouvelles offres patronales ont été déposées au cours de la même journée. Une opération surprise réussie!

NÉGOCIATION NATIONALE

Négociation nationale : Les déléguées en colère (suite)



Nagia Idel Mehdaoui, Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie-James

NÉGOCIATION NATIONALE : LES DÉLÉGUÉES EN COLÈRE

(SUITE)

La partie patronale veut aussi revoir les dispositions concernant les horaires de travail en lien avec les heures supplémentaires, le rappel au travail ainsi que certains bénéfices concernant l'assurance salaire. En bref, les propositions patronales maintenues visent clairement une grande récupération des conditions de travail actuelles des professionnelles en soins.

Finalement, les propositions retirées par la partie patronale visent plusieurs aspects techniques de la convention collective qui ont peu d'incidences, au quotidien, sur les conditions de travail des professionnelles en soins.

Un document complémentaire a été présenté au comité Négociation de la FIQ le 1^{er} octobre dernier par le CPNSSS. Ce complément au dépôt du 22 septembre démontre une certaine ouverture du gouvernement à négocier, même s'il reste encore beaucoup de chemin à

parcourir. Cinq thèmes généraux ont ainsi été présentés dans ce document, qui laisse à penser une certaine ouverture de sa part quant aux priorités de la FIQ.

Les déléguées ont décidé de retourner à la table de négociation pour faire valoir les demandes syndicales et tenter d'obtenir un règlement satisfaisant pour les membres.

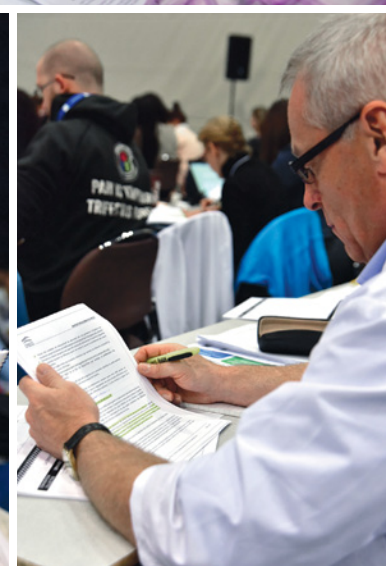
LES TRAVAUX REPRENENT

Les discussions à la table de négociation ont repris le 6 octobre dernier et poursuivent deux objectifs : faire reculer le gouvernement sur l'ensemble de ses récupérations dans les conditions de travail des professionnelles en soins et, surtout, le convaincre du bien-fondé des demandes de la FIQ afin de favoriser l'attraction et la rétention des professionnelles en soins dans le réseau public de santé.

TABLE INTERSECTORIELLE FIQ-FAE

Il y a essentiellement quatre sujets discutés à cette table, soit les salaires incluant les relativités salariales, la retraite, les droits parentaux et les disparités régionales. À ce jour, l'ensemble des demandes du Conseil du trésor est toujours sur la table. Toutefois, M. Coiteux a maintes fois répété dans les médias qu'il ne souhaitait aucunement voir les salariées partir massivement à la retraite et, par conséquent, il est ouvert à discuter de modalités à l'égard de ses demandes sur la retraite.

Des discussions de nature exploratoire sont en cours et un suivi sera fait dès que des éléments concrets seront discutés. L'ensemble des autres sujets a été peu discuté et aucune avancée n'y a été faite. Un suivi sera fait au conseil fédéral extraordinaire des 22 et 23 octobre prochains. ■



Au micro :
 1. Isabelle Trépanier, CHU de Québec
 2. Joan Lesperance, CSSS Domaine-du-Roy



ÉTATS FINANCIERS 2014 LA FIQ EN BONNE SANTÉ FINANCIÈRE

Roberto Bomba, trésorier de la FIQ, a présenté les états financiers pour l'année 2014 aux déléguées qui ont pu constater que le travail accompli par la Fédération s'est reflété dans les priorités qu'elles avaient adoptées. Les sommes allouées aux différents postes budgétaires ont ainsi permis de réaliser les différentes activités de l'organisation.

Le rapport du comité Vérification interne pour l'année 2014 a été décrit comme un rapport transitoire par ses deux membres, Jérôme Rousseau et Pascal Beaulieu. En effet, plusieurs rapports ont été déposés au fil des ans et la Fédération s'affaire à mettre en application les différentes actions proposées par le comité. D'ailleurs, des effets concrets se font déjà sentir dans la gestion de la FIQ. D'autre part, les changements causés par la Loi 10 seront sans doute plus que déterminants. C'est pourquoi le comité Vérification interne croit que 2015 sera une année charnière pour assurer la pérennité de la Fédération.

Les finances de la FIQ font toujours l'objet d'une gestion rigoureuse. En effet, un suivi administratif des différents postes budgétaires est réalisé mensuellement pour prévenir ou anticiper tout dépassement de coût. De plus, un suivi trimestriel est fait au Comité exécutif de la Fédération de manière à ce qu'il fasse les ajustements nécessaires pour atteindre les cibles budgétaires.

La FIQ identifie et vérifie tous les écarts importants lorsqu'elle analyse ses états financiers de façon à pouvoir réajuster le tir rapidement. Ce fonctionnement permet à la Fédération de ne connaître aucune surprise majeure dans son bilan de 2014 et de conclure l'année avec un surplus de 763 843 \$ alors qu'un déficit de 385 106 \$ avait été prévu. Malgré ce bilan positif, une gestion rigoureuse demeure nécessaire pour maintenir la santé financière de la FIQ, ce qui permettra de conclure la négociation avec succès et de faire face aux changements importants engendrés par la Loi 10.

L'exercice financier 2014 démontre toute l'importance que la FIQ accorde aux services offerts aux syndicats affiliés et aux membres. Les priorités fixées par la FIQ se sont traduites par l'investissement de ressources humaines et financières nécessaires à leur réalisation. ■

Les déléguées ont adopté à l'unanimité les états financiers 2014.

| FONDS D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE | 2014 (12 mois) | 2013 (12 mois) |
|---|-----------------------|-----------------------|
| REVENUS | | |
| Cotisations régulières | 30 741 400 | 29 489 659 |
| Intérêts | 179 062 | 167 960 |
| Subventions | 54 963 | 52 862 |
| Autres revenus | <u>24 835</u> | <u>16 971</u> |
| Total des revenus | 31 000 260 | 29 727 452 |
| DÉPENSES | | |
| Instances et officières syndicales | <u>2 217 023</u> | <u>2 115 587</u> |
| SECTEURS | | |
| Relations de travail | 14 109 802 | 13 512 254 |
| Secteurs et services | 869 700 | 1 122 486 |
| Sociopolitique | 405 777 | 483 657 |
| Condition féminine | 228 763 | 428 158 |
| Santé et sécurité du travail | 392 885 | 334 500 |
| Tâche et Organisation du travail | 405 628 | 492 569 |
| Sécurité sociale | <u>253 028</u> | <u>251 211</u> |
| Total des secteurs | 16 665 583 | 16 624 835 |
| SERVICES | | |
| Éducation-Animation | 727 930 | 492 221 |
| Organisation syndicale | 819 636 | 607 554 |
| Communication-Information | 1 053 053 | 989 065 |
| Traduction et Web | <u>363 618</u> | <u>325 599</u> |
| Total des services | 2 964 237 | 2 414 439 |
| Administration (incluant informatique) | 7 180 818 | 6 841 105 |
| Ressources humaines | <u>1 208 756</u> | <u>1 225 953</u> |
| Total des dépenses | 30 236 417 | 29 221 919 |
| EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES | <u>763 843</u> | <u>505 533</u> |

REVENUS ET DÉPENSES DE L'EXERCICE ET SOLDE DES FONDS AU 31 DÉCEMBRE 2014

| | Fonds de défense syndicale | Fonds d'administration | Réserve pour négociation | Réserve pour solidarité | Réserve pour instances | Total |
|--|----------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|
| SOLDE DES FONDS AU 31 DÉCEMBRE 2013 | 4 038 240 | 14 720 115 | 3 975 972 | 156 039 | 144 767 | 23 035 133 |
| Redressement | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>0</u> |
| Solde redressé des fonds au 31 décembre 2013 | 4 038 240 | 14 720 115 | 3 975 972 | 156 039 | 144 767 | 23 035 133 |
| Revenus de l'exercice 2014 | 1 120 363 | 31 000 260 | 1 600 000 | 175 409 | 2 349 000 | 36 245 032 |
| Dépenses de l'exercice 2014 | <u>2 188 610</u> | <u>30 236 417</u> | <u>4 488 776</u> | <u>136 748</u> | <u>3 284 190</u> | <u>40 334 741</u> |
| Excédent de l'exercice 2014 | (1 068 247) | 763 843 | (2 888 776) | 38 661 | (935 190) | (4 089 709) |
| SOLDE DES FONDS AU 31 DÉCEMBRE 2014 | <u>2 969 993</u> | <u>15 483 958</u> | <u>1 087 196</u> | <u>194 700</u> | <u>(790 423)</u> | <u>18 945 424</u> |
| Surplus affecté-mobilier/équipement | | 1 255 075 | | | | |
| Surplus affecté-siège social | | 7 524 256 | | | | |
| Surplus affecté-informatique | | 4 162 091 | | | | |
| Surplus accumulé non affecté | | 2 542 537 | | | | |

FINANCES

États financiers 2014 – La FIQ en bonne santé financière (suite)

| RÉSERVE POUR NÉGOCIATION | 2014 (12 mois) | 2013 (12 mois) |
|--|---------------------------|-------------------------|
| <i>CONTRIBUTION DU FAG</i> | | |
| Cotisations régulières | 1 600 000 | 1 600 000 |
| Cotisation additionnelle | 0 | 0 |
| Autres revenus | 0 | 0 |
| Total de la contribution | 1 600 000 | 1 600 000 |
| <i>NÉGOCIATION</i> | | |
| Salaires et avantages sociaux | 775 712 | 306 492 |
| Frais de déplacement | 180 591 | 31 470 |
| Frais de location | 6 695 | 775 |
| Frais de reprographie | 14 863 | 9 681 |
| Messagerie et communication | 7 471 | 0 |
| Honoraires professionnels | 78 679 | 129 978 |
| Publications | 167 228 | 0 |
| Frais d'adhésion | 4 829 | 1 236 |
| Conseils fédéraux | 1 161 397 | 0 |
| Autres dépenses | 349 391 | 58 095 |
| Publicité/sondage/campagne | 1 741 920 | 0 |
| Négociation privée | 0 | 283 |
| Total des frais de négociation | 4 488 776 | 538 010 |
| EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES | <u>(2 888 776)</u> | <u>1 061 990</u> |

| FONDS DE DÉFENSE SYNDICALE | 2014 (12 mois) | 2013 (12 mois) |
|--|---------------------------|-----------------------|
| REVENUS | | |
| Contribution du Fonds d'administration | | |
| <i>PRESTATIONS</i> | | |
| Cotisations régulières | 359 085 | 345 309 |
| Dons | 0 | 0 |
| Intérêts | 13 368 | 11 394 |
| | <u>372 453</u> | <u>356 703</u> |
| <i>ORGANISATION</i> | | |
| Cotisations régulières | 718 170 | 690 617 |
| Intérêts | 29 740 | 28 792 |
| Autres revenus | 0 | 0 |
| | <u>747 910</u> | <u>719 409</u> |
| Total des revenus | 1 120 363 | 1 076 112 |
| DÉPENSES | | |
| <i>PRESTATIONS</i> | | |
| Comité de défense syndicale | 4 152 | 1 940 |
| Salaires et charges sociales | 0 | 0 |
| Amendes et frais judiciaires | 0 | 0 |
| Honoraires professionnels | 9 104 | 27 005 |
| Intérêts et frais bancaires | 0 | 0 |
| Autres dépenses | 34 179 | 184 630 |
| Aide financière | 834 | 855 |
| | <u>48 269</u> | <u>214 430</u> |
| <i>ORGANISATION</i> | | |
| Salaires, libérations et charges sociales | 1 247 231 | 173 414 |
| Frais de déplacement | 304 645 | 19 347 |
| Frais de location | 7 072 | 8 312 |
| Frais de reprographie | 14 192 | 0 |
| Messagerie et communication | 2 473 | 0 |
| Honoraires professionnels | 14 722 | 0 |
| Autres dépenses | 550 006 | 200 526 |
| | <u>2 140 341</u> | <u>401 599</u> |
| Total des dépenses | 2 188 610 | 616 029 |
| EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES | <u>(1 068 247)</u> | <u>460 083</u> |

| RÉSERVE POUR SOLIDARITÉ | 2014 (12 mois) | 2013 (12 mois) |
|--|-----------------------|-----------------------|
| REVENUS | | |
| Contribution du Fonds d'administration | 174 834 | 170 280 |
| Autres revenus | 575 | 0 |
| Total de la contribution | 175 409 | 170 280 |
| DÉPENSES | | |
| Solidarité | 136 748 | 158 605 |
| EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES | <u>38 661</u> | <u>11 675</u> |

| RÉSERVE POUR INSTANCES | 2014 (12 mois) | 2013 (12 mois) |
|---|-------------------------|-------------------------|
| REVENUS | | |
| Contribution du Fonds d'administration | 2 315 000 | 2 235 000 |
| Autres revenus | 34 000 | 0 |
| Total de la contribution | 2 349 000 | 2 235 000 |
| DÉPENSES | | |
| Instances (incluant péréquation) | 3 284 190 | 2 449 519 |
| EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES | <u>(935 190)</u> | <u>(214 519)</u> |

| RÉSERVE POUR SIÈGE SOCIAL | 2014 (12 mois) | 2013 (12 mois) |
|--|-----------------------|-----------------------|
| REVENUS | | |
| Contribution du Fonds d'administration | 0 | 0 |
| DÉPENSES | | |
| Siège social | 0 | 0 |
| EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES | <u>0</u> | <u>0</u> |

| BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014 | Fonds de défense syndicale | Fonds d'administration* | Total |
|---|-----------------------------------|--------------------------------|--------------------------|
| ACTIF À COURT TERME | | | |
| Encaisse | 1 275 306 | 1 254 375 | 2 529 681 |
| Placements temporaires | 2 858 525 | 7 404 942 | 10 263 467 |
| Avances au Fonds d'administration | 0 | 0 | 0 |
| Avances au Fonds comité paritaire ass. | 0 | 210 050 | 210 050 |
| Avances au FDS | 0 | 1 170 838 | 1 170 838 |
| Débiteurs | 7 000 | 1 797 688 | 1 804 688 |
| Frais imputables au prochain exercice | 0 | 296 963 | 296 963 |
| Frais reportés | 0 | 7 524 256 | 7 524 256 |
| Immobilisations | 0 | 5 417 166 | 5 417 166 |
| ACTIF TOTAL | <u>4 140 831</u> | <u>25 076 278</u> | <u>29 217 109</u> |
| PASSIF À COURT TERME | | | |
| Créditeurs et frais courus | 0 | 1 807 360 | 1 807 360 |
| Revenus reportés | 0 | 0 | 0 |
| Développement des ressources humaines | 0 | 379 415 | 379 415 |
| Dettes échéant à moins d'un an | 0 | 0 | 0 |
| Comptes à payer | 0 | 6 914 071 | 6 914 071 |
| | 0 | 9 100 846 | 9 100 846 |
| Dû au FAG | 1 170 838 | 0 | 1 170 838 |
| Dettes à long terme | 0 | 0 | 0 |
| PASSIF TOTAL | <u>1 170 838</u> | <u>9 100 846</u> | <u>10 271 684</u> |
| AVOIR DES MEMBRES | | | |
| Surplus accumulé non affecté | 2 969 993 | 2 542 537 | 5 512 530 |
| Surplus affecté-mobilier/équipement | 0 | 1 255 075 | 1 255 075 |
| Surplus affecté-informatique | 0 | 4 162 091 | 4 162 091 |
| Surplus affecté-frais reportés siège social | 0 | 7 524 256 | 7 524 256 |
| Surplus-réserve pour négociations | 0 | 1 087 197 | 1 087 197 |
| Susplus-réserve pour solidarité | 0 | 194 700 | 194 700 |
| Surplus-réserve pour instances | 0 | (790 424) | (790 424) |
| | <u>2 969 993</u> | <u>15 975 432</u> | <u>18 945 425</u> |
| PASSIF ET AVOIR | <u>4 140 831</u> | <u>25 076 278</u> | <u>29 217 109</u> |

* Réserves solidarité, négociation, siège social et instances.

MOBILISATION

**LA FIQ,
UNE VOIX QUI PORTE,
DES GESTES QUI COMPTENT**



LA MOBILISATION S'INTENSIFIE

Les déléguées ont adopté à ce conseil fédéral extraordinaire un nouveau plan d'action visant à soutenir la négociation à la table sectorielle. L'opération surprise, organisée sur la colline Parlementaire, n'est qu'un avant-goût de ce que les membres de la FIQ réservent au ministre de la Santé et au président du Conseil du trésor.

20 OCTOBRE 2015 : VOTE RÉFÉRENDAIRE POUR TROIS JOURS DE GRÈVE LÉGALE ROTATIVE

Lors de l'adoption de la deuxième phase du plan de mobilisation, les déléguées ont voté massivement pour la tenue de trois jours de grève légale rotative, exercés au moment jugé opportun et en conformité avec les services essentiels. Toutes les professionnelles en soins membres de la FIQ pourront se prononcer sur cet ultime moyen de pression lors d'un vote référendaire qui aura lieu le 20 octobre prochain dans les établissements.

Bien qu'au cours des derniers mois, de nombreuses actions de mobilisation et de visibilité ont démontré la solidarité et la détermination des professionnelles en soins à obtenir de meilleures conditions de travail pour mieux soigner, les déléguées veulent maintenant intensifier la pression sur les employeurs et le gouvernement. Des actions sont proposées localement tout en maintenant les actions de visibilité régionales et nationales.

Pour atteindre l'objectif d'obtenir un règlement négocié satisfaisant, il est crucial que toutes les membres de la Fédération demeurent mobilisées et adhèrent au plan d'action.

Certains détails des actions adoptées doivent demeurer secrets pour préserver l'effet de surprise, mais on peut tout de même souligner qu'une manifestation nationale, une action symbolique devant l'Assemblée nationale, des manifestations visant les ordres professionnels de même que la production d'une vidéo percutante sont au nombre des actions votées au nouveau plan d'action.

Plusieurs autres actions ont été adoptées par les déléguées :

■ **Le code vestimentaire au rancart**

Dès maintenant, les professionnelles en soins ne respecteront plus le code vestimentaire de leur établissement en portant autre chose que leur uniforme et en cessant de porter leur carte d'identité. Également, au cours des prochaines semaines, les professionnelles en soins porteront constamment un objet de visibilité.

■ **L'arrêt de la production des statistiques**

Les professionnelles en soins cesseront de produire les données statistiques en CLSC et en centre hospitalier sauf celles reliées à la vaccination.

■ **Des opérations pour manifester l'insatisfaction des membres**

Différentes activités seront organisées pour signifier aux employeurs et aux administrateurs des établissements de santé l'insatisfaction des membres de la FIQ quant au déroulement des négociations.

Sur le site laisseznoussoigner.org, les membres de la Fédération sont également invitées à envoyer un courriel à leur employeur avec copie conforme à Philippe Couillard, Gaétan Barrette et Martin Coiteux pour signifier leur mécontentement.

Les professionnelles en soins dénonceront aux directrices des soins infirmiers (DSI) toute situation présentant un risque pour la sécurité des patient-e-s.

Par ailleurs, tous les mercredis, du piquetage symbolique sera fait devant les établissements de santé afin de sensibiliser la population aux revendications des professionnelles en soins.

■ **Une visite aux député-e-s libéraux**

Le 26 octobre, des manifestations régionales seront tenues devant les bureaux des député-e-s libéraux, puisqu'ils sont solidairement responsables des décisions de leur gouvernement. ■



UN PACTE DE SOLIDARITÉ SYNDICALE EN CAS DE GRÈVE LÉGALE

Dans la continuité du plan de mobilisation ayant été adopté par la délégation et qui prévoit notamment la tenue de trois jours de grève légale rotative, les déléguées se sont prononcées unanimement pour un pacte de solidarité syndicale.

L'adoption d'un pacte de solidarité syndicale se veut un moyen de compenser équitablement la perte salariale qui serait subie à l'occasion de la grève, exercée au moment opportun, entre l'ensemble des membres de la Fédération. En mars dernier, les déléguées, réunies en conseil fédéral, se sont engagées à respecter les paramètres du Code du travail advenant le recours à la grève.

À la suite de cette instance, les membres ont eu à se prononcer sur des services essentiels à maintenir

dans un tel cas. Deux paramètres menant à l'exercice du droit de grève légal sont maintenant actualisés : l'approbation des listes ou des ententes syndicales par la Commission des relations de travail et l'exercice de la médiation complété.

Historiquement, les membres de la Fédération ont démontré une très grande solidarité les unes envers les autres. Lors du moyen d'action « retrait des disponibilités » en 1989 ou encore lors des grèves de 1989 et de 1999, les infirmières ont toujours favorisé le partage des

pertes financières occasionnées par les luttes menées collectivement pour améliorer leurs conditions d'exercice.

Bien que, cette fois-ci, les professionnelles en soins soient appelées à exercer la grève dans un cadre légal, ce qui les met à l'abri de sanctions, il n'en demeure pas moins que celles exerçant ce moyen de pression ultime pourraient avoir un traitement différent, puisque les pourcentages de services essentiels à maintenir varient selon la mission et le lieu où elles travaillent. ■